

On pourra bientôt directement acheter de la formation sur un smartphone ! On peut en rire en BD, mais la RÉFORME DE LA FORMATION va aussi impacter l'Afpa. SUD FPA a étudié ce lourd dossier et partage son analyse.

Gaspillages, inerties, dispositifs inefficaces, la formation a mauvaise réputation. Critiquée de toutes parts, elle ne cesse d'être bousculée, réformée, régionalisée, libéralisée sans amélioration notable pour les publics. Le nouveau gouvernement apporte sa contribution à cette déstabilisation permanente et nous promet son « Big Bang » de la formation professionnelle. SUD FPA observe que les mesures annoncées donnent priorité aux besoins des employeurs et surtout au business de la formation. Dommage pour les chômeurs et les salariés qui méritent d'autres réponses.

A qui bénéficie la réforme de la formation professionnelle ?

Mai 2017, jugeant le système français de formation « Pas à la hauteur des enjeux de notre temps et aux attentes des citoyens », le candidat **Macron promet une sécurité professionnelle** incluant de nouveaux droits à la formation et à la qualification tout au long de la vie. Il est alors question de **mettre en place deux millions de formations dans le cadre d'un grand plan de quinze milliards d'Euros**.

Mars 2018, les partenaires sociaux traduisent la feuille de route que le ministère du travail leur a confiée. On retrouve dans **l'accord national interprofessionnel (ANI) et son bonus BIGBANG** bon nombre d'éléments du programme électoral Macron.

Le CPF solution mirage passe à l'Euro

Dans cette réforme le Compte personnel de formation (CPF), qui avait remplacé le DIF sans convaincre, se voit promu solution pour accéder à la qualification. L'objectif paraît bien ambitieux quand on le rapproche des 5 000 €, plafond de ressources disponible pour la majorité des personnes (obtenus laborieusement après 10 ans de travail au rythme de 500€/an).

Répondant au vœu des lobbys de la formation, la ministre impose l'unité de calcul, désormais il ne sera plus question d'heures mais d'Euros.



Les formateurs savent qu'au delà des questions d'argent **apprendre un métier est avant tout une question de temps. Comment s'y prendre avec une somme qui offre accès à un peu plus de 400 heures de formation présentielle ?**

Au regard des moyens disponibles les stagiaires n'auront tout au plus droit qu'à quelques modules. Ils quitteront leur stages avec des morceaux de compétences plutôt qu'avec une qualification à un métier.

Pour aller plus loin il leur faudra trouver d'autres ressources ou à défaut convaincre leur banquier. Autre question en suspens il n'est nulle part question du remplacement des salariés qui partent en formation. Dans la pratique cela risque de poser problème !

Pour aller se former il suffira de cliquer

Plus légère mais aussi plus souple, non il ne s'agit pas d'un programme de remise en forme mais de la future application mobile dédiée au CPF.

Autrement dit bientôt chacun pourra directement acheter sa formation depuis son smartphone. **il suffira de choisir sa formation en s'appuyant sur les avis des consommateurs et en comparant le prix** de la même manière que l'on réserve un hôtel ou l'on achète un casque audio.

Vive les boutiques magiques du numérique

La formation enfin libérée, il est venu le temps des marketeurs pédagogiques qui numérisent la formation et franchissent leurs boutiques partout en France. Libéralisation du CPF, monétisation et application de type boutique en ligne, la réforme de la formation paraît écrite par les marchands de stages.

Pour se distinguer et capturer de nouveaux clients c'est déjà **la surenchère des promesses commerciales « l'emploi à l'issue de la formation ou remboursé », « se former sans quitter son canapé »** qui malheureusement n'engagent que ceux qui y croient.

Le Congé individuel de formation vendu en version allégée

Le CIF est reconnu comme un outil efficace pour les salariés ou les chômeurs qui veulent se reconverter. Il est ouvert à tous, à titre d'exemple 82 % des CIF en Ile-de-France sont au bénéfice des employés ou des ouvriers.

Ce dispositif pour corriger les inégalités ne satisfait pas le gouvernement qui projette d'en prendre le contrôle et de le rebaptiser CPF de transition professionnelle. Dans l'affaire **le dispositif perd 50 % de son financement** les entreprises ne cotisant plus qu'à hauteur de 1 % au lieu de 2 % précédemment.

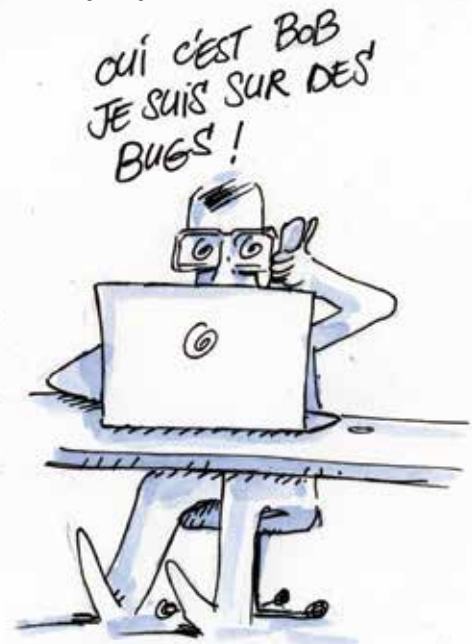
Le projet réduit le rôle des Opacif et des Opcas au profit des Coparef et Copanef. Ceux-ci avaient été créés il y a quatre ans et ils ont pour seul bilan les piètres résultats du CPF. Sont-ils prêts à assurer leurs nouvelles missions ?

L'orientation devient un marché comme un autre

La question de l'orientation est largement développée dans l'ANI. Ce service nommé Conseil en évolution Professionnelle (CEP)

MAIS QU'EST DEvenu BOB-EMPLOI.FR LE GRAND FRÈRE DE L'APPLI MOBILE CPF ?

SUD FPA souhaite à l'appli CPF davantage de réussite que son prédécesseur Bob Emploi (www.bob-emploi.fr) dont plus personne ne se souvient.



L'histoire débute en 2016 quand **Paul Duan** parrainé par Anne Méaux (conseillère communication des patrons) et Emmanuel Macron alors ministre de l'économie, **promettait de réduire le chômage de 10 %.**

Grâce aux algorithmes on allait mettre fin au chômage de masse. Le *blog de FranceInfo* raconte la suite, en septembre 2017, plus personne ne songeait à Bob Emploi et la baisse de 10 % s'était envolée.

Pourtant dès 2015 Paul Duan ne masquait nullement qu'il s'agissait d'un marché de dupe en déclarant au magazine Society : **« L'histoire (...) des 10% de chômage, c'est de la pure com. Des chiffres à la louche, sans aucune étude réalisée. ».**

A l'heure de l'ouverture de la chasse aux profiteurs du chômage, rendons hommage au petit génie de l'internet.

Aidé par ses bonnes fées il a ponctionné 740 000 euros de subvention dont 415 000 euros d'argent public.



FORMATION EN LIGNE : DU GESTE AU ZESTE TECHNIQUE

Tous vantent l'efficacité des plateformes en ligne qui relègueraient la pédagogie présentielle à la préhistoire.

Les vieux croutons de la formation s'interrogent :

« Peu autonomes nos stagiaires demandent surtout de l'accompagnement, il s'agit aussi d'apprendre le geste technique, chacun a son propre style d'apprentissage, comment vont-il s'y retrouver derrière un ordinateur ? ».

Loin du parti pris de ceux qui veulent nous vendre la formation en ligne, *Letudiant.fr* détaille les résultats d'une étude du New York Times qui émet de nombreuses réserves.

Les résultats montrent que les **formations numérisées à distance sont peu adaptées aux élèves en difficultés** et qu'elles ne peuvent ce substituer au cours traditionnels.

Finalement **les résultats des cours traditionnels sont bien meilleurs que ceux des formations en ligne.**

serait en principe gratuit. Chapeauté par le tout nouveau France Compétences, **le choix des prestataires serait libéralisé sous forme d'appel d'offres.**

Tout apprendre par l'apprentissage

Lors des négociations le patronat et les régions se sont crêpés le chignon pour s'approprier la cagnotte de 1,6 milliards d'euros et la gestion de l'apprentissage. L'État a préféré confier le dossier aux branches professionnelles c'est à dire aux patrons et il souhaite largement promouvoir l'alternance à tous les échelons.

Les régions précédemment en charge du dossier avaient déjà beaucoup investi. La mise en place coûteuse des centres d'apprentis peine pourtant à réussir.

Main d'œuvre bon marché les apprentis rejoignent bien souvent la catégorie des employés jetables. Avec 35 % de contrats d'apprentissage rompus et **seulement 35 % de placement à l'emploi**, les statistiques sont très éloignées des résultats des formations professionnelles de l'Afpa.

Rien n'indique que le nouveau cadeau fait aux employeurs et les campagnes promotionnelles transformeront l'alternance en emploi durable.

Le grand dérangement des Opcv et autres organismes paritaires

La gestion de la formation va être restructurée, les nombreux Opcv seront remplacés par des opérateurs de compétences. Façon Canada Dry, ceux-ci seront toujours gérés paritairement mais ils perdent leur pouvoir de collecteurs de fonds.

Cette reprise en main motivée par les rapports dénonçant l'opacité, les fraudes et les gaspillages de l'argent de la formation permet à l'État de reprendre le pouvoir.

Pour agir réellement contre les fraudes il faudrait aussi se donner les moyens de contrôler la collecte et l'utilisation des fonds de la formation. Malheureusement les unités chargées de ce travail manquent de moyens et leurs effectifs continuent de chuter.

Comment PIC et BIGBANG s'attaquent au chômage de masse

On attend toujours des informations précises sur la mise en œuvre du PIC (Plan d'investissement pour une société de compétences).

Promesse du candidat Macron, il avait été présenté en grande pompe comme une bouée de sauvetage pour les demandeurs d'emploi et les jeunes sans qualification. SUD FPA souhaite que les moyens mis en place soient à la hauteur des ambitions.

Le Ministère de Travail nous indique qu'il s'agit de proposer des formations de longues et qualifiantes mais aussi d'accompagner de manière individualisée les personnes.

Si ces deux points paraissent sur le principe aller en direction de formations de qualité, **certaines axes évoqués tel que le développement des formations à distance laissent penser que l'attention au public en difficultés reste superficielle et que la réduction des coûts via le numérique et la libéralisation de la formation avance masquée dans ce projet.**

Dans l'immédiat le **BIGBANG promis marchandise encore davantage la formation professionnelle** et bouleverse dangereusement les organisations. Il y a fort à parier que la mise en place des structures et de leurs procédures paralyse les acteurs en attente des nouvelles consignes et que le fonctionnement de la formation professionnelle en pâtisse.

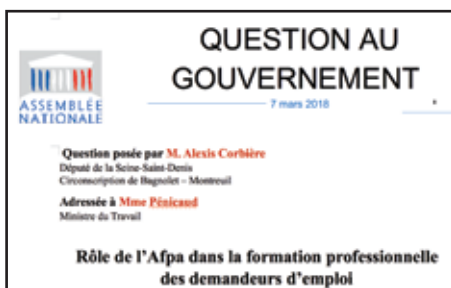
Quand va-t-on comprendre que la fragmentation des politiques régionales et que l'absence de continuité est coûteuse et qu'elle nuit aux résultats de la formation professionnelle? Ces politiques saisonnières empêchent à la fois les professionnels de travailler de manière sereine et un grand nombre de personnes de suivre des formations de qualité.

ON VOUS DIT TOUT ON VOUS CACHE RIEN

Pour mieux comprendre les enjeux retrouvez toutes nos sources et nos liens sur le site **sudfpa.net**.

SUD FPA demande le rétablissement d'un service public de la formation professionnelle qui permette de se former partout en France de manière égalitaire.

COMPLÉMENTS D'INFOS



Quel avenir et quel rôle pour l'Afpa dans la politique de la formation professionnelle ?

L'Afpa n'est pas mentionnée dans la copie ANI des organisations paritaires et l'on ignore toujours quel sort lui réserve le pouvoir.

SUD FPA a pris l'initiative d'aborder la question avec Alexis Corbière député de Montreuil.

Nos préoccupations ont été entendues par l'élu Insoumis qui en a fait une question au gouvernement posée à l'Assemblée nationale.

Question au gouvernement

Question posée par M. Alexis Corbière

Député de la Seine-Saint-Denis Circonscription de Bagnolet – Montreuil

Adressée à Mme Pénicaud Ministre du Travail

Rôle de l'Afpa dans la formation professionnelle des demandeurs d'emploi

Le député Alexis Corbière appelle l'attention de Madame la Ministre du Travail sur la situation financière alarmante et l'absence de direction stratégique de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afpa).

Créée en 1949, cet organisme est historiquement le bras armé de l'État pour la qualification et la requalification des demandeurs d'emploi. A l'origine une association, l'Afpa a été transformée en Établissement public à caractère industriel et commercial en 2017.

Aujourd'hui, l'Afpa produit un déficit structurel de soixante-dix millions d'euros par an et a déjà frôlé la cessation de paiement. C'est la conséquence du transfert aux régions de la compétence de l'État sur la formation professionnelle et l'ouverture de ce marché à une concurrence sauvage, via appels d'offres.

Quinze années de réformes libérales de la formation professionnelle n'ont pas permis d'améliorer le service rendu. La réforme de la formation professionnelle présentée le 5 mars 2018 semble oublier la formation des demandeurs d'emploi, en ne se concentrant que sur les salariés. Le Grand Plan d'Investissement pour une société de compétences (PIC), annoncé par Emmanuel Macron pendant sa campagne présidentielle, n'a pas été précisé depuis. Mais il est certain que pour améliorer la formation professionnelle des chômeurs, le gouvernement aura besoin de s'appuyer sur un outil fort : ce qu'est incontestablement l'Afpa, avec dans les années 2000 un taux de qualification complète de 80% à l'issue de la formation et un taux de retour à l'emploi six mois après la sortie de la formation de 70%, pour les demandeurs d'emploi.

Le député demande à la Ministre du Travail de dévoiler ses intentions concernant l'avenir de l'Afpa. Il demande en outre que soient rapidement annoncées les mesures de réforme de la formation professionnelle concernant les demandeurs d'emplois et le contenu du PIC.